

LES INFOS DU PAYS GALLO

L'actualité de Ploërmel à Questembert

Ploërmel-Malestroit-Questembert. Finances publiques: les syndicats toujours mobilisés

• [27 novembre 2019](#)



Même si elle reconnaît n'avoir obtenu aucune avancée significative, l'intersyndicale des finances publiques du Morbihan ne désarme pas et poursuit ses actions pour dénoncer la réforme du réseau des finances publiques du Morbihan. La direction des finances publiques a confirmé son projet sauf pour Auray où des aménagements sont promis par rapport au projet initial. Mais pour le reste, rien n'a changé. Mardi, Christophe Rissel (CGT), Annie Rio (Solidaires), Parick Rabache (FO) et Christian Le Tallec (CFDT) ont entamé une nouvelle tournée des centres des impôts du Morbihan qu'ils estiment menacés par la réforme.

Avant d'aller à Pontivy l'après-midi, ils ont fait halte à Ploërmel, un des centres qui souffrirait le plus de cette réorganisation. Les syndicalistes ont rappelé que le service des impôts aux particuliers ainsi que de service aux entreprises devaient disparaître, tout comme les trésoreries de Malestroit, Mauron et Questembert. Le centre de Ploërmel deviendrait alors une « coquille vide » où serait installée une trésorerie hospitalière et le service départemental des impôts fonciers.

Outre les conséquences pour le personnel, les syndicalistes alertent sur l'impact de cette réforme pour les usagers qui devraient faire des kilomètres pour obtenir des réponses à leurs questions.

Car la mise en place d'outils informatiques pour permettre aux usagers d'interroger les services des impôts sur leurs difficultés ne répond pas à la demande de ces derniers. Selon les syndicalistes, la messagerie des finances publiques est saturée et ce sont 6 à 700 personnes qui chaque jour viennent demander des renseignements dans les centres des impôts du Morbihan. L'intersyndicale fait valoir les 6000 signatures de particuliers enregistrées sur les pétitions qu'elle fait circuler.

La perspective du développement des maisons de services au public dans lesquelles une permanence serait assurée par des agents des impôts n'est pas, selon les syndicalistes à la hauteur des besoins des usagers. Selon eux l'expérience menée dans les Yvelines a été « catastrophique » et a dû être abandonnée. Cependant ils ne se déclarent pas hostiles à ces maisons de service.

La crainte des syndicalistes est que, à l'exemple du Finistère, leur direction contourne les élus locaux en faisant signer son projet par le président du Conseil Départemental. Ils ont d'ailleurs sollicité un rendez-vous avec François Goulard.

Sur le plan local, ils n'apprécient guère l'attitude du maire de Ploërmel, Patrick Le Diffon qui considère que cette réforme n'est peut-être pas si mauvaise que ça, alors que d'autres élus du secteur -Mauron notamment- sont vent debout contre le projet. Ces derniers craignent la désertification des zones rurales comme ils l'avaient exprimé lors d'une précédente manifestation au centre des impôts de Ploërmel ([lire notre article en cliquant ici](#)).

La réforme envisagée devrait commencer à entrer en application en septembre 2020. « Pour l'instant, le projet est sur le bureau du ministre. Nous sommes entrés dans une phase politique et nous espérons désormais que les élus vont faire entendre leur voix... », insiste l'intersyndicale.